

Tout va bien, c'est le gouvernEMENT qui vous le dit

A en croire le gouvernement, ça fait une semaine que « *la situation s'arrange pour l'approvisionnement en essence* ». La vérité, c'est le contraire ! Et ce n'est pas étonnant puisque la grève se poursuit. Elle continue dans les 12 raffineries du pays, à la SNCF et dans les entreprises routières et de transport de fonds, dans de nombreuses usines du secteur (chimie, caoutchouc/pneumatiques, pharmacie...), dans des centrales nucléaires, divers services d'EDF et GDF/Suez, les services de collecte des ordures ménagères de plusieurs villes, des entreprises privées (métallurgie, verre, alimentaire,...), des centaines de Collectivités Territoriales, des musées, des centres d'impôts, etc.

Dans chaque département, des actions sont organisées unitairement : rassemblements, blocages de zones industrielles ou commerciales, soutien à des salarié-e-s d'entreprises privées, manifestations vers le patronat local, ouverture de lieux de résistance, ... Et cela continue ce lundi et toute la semaine !

Ils ont voté une loi injuste, réactionnaire et inacceptable

La majorité de droite du Sénat a voté le projet de loi du gouvernement de droite. La procédure institutionnelle va se poursuivre par la réunion de la « commission permanente » (Sénat et Assemblée Nationale), puis la promulgation par N. Sarkozy. Pour l'Union syndicale Solidaires et pour les millions de personnes qui expriment leur désaccord depuis des semaines, cela ne change rien au fait que ce texte est injuste, réactionnaire et inacceptable.

Cette loi est injuste car elle pénalise les salarié-e-s (en activité, au chômage, en formation) et notamment les femmes, pour satisfaire les intérêts de l'infime minorité qui nous exploite. Cette contre-réforme est réactionnaire : au contraire de l'évolution historique de la société humaine, elle impose un allongement du temps de travail.

Arrêtons les vrais casseurs !

La police charge brutalement les grévistes dans les raffineries, les zones industrielles bloquées. Des postes d'aiguillage SNCF ont été occupés par les CRS. Des piquets de grève sont évacués violemment. Les policiers en civils (usurpant des autocollants syndicaux) s'infiltrèrent dans les manifestations et tentent de les faire dégénérer. Les réquisitions pleuvent comme si le droit de grève n'existait plus !

Dans le même temps des militants syndicaux prennent de la prison ferme parce qu'ils refusent d'être traités comme des criminels (2 membres du Syndicat des Travailleurs Corses qui n'ont pas voulu qu'on prélève leur ADN), les occupant-e-s de l'hôtel particulier situé Place des Vosges à Paris sont expulsé-e-s (1500 m² inoccupés depuis 40 ans !), les militant-e-s de la Confédération paysanne en grève de la faim pour le respect des droits syndicaux et la fin des diktats de la FNSEA sont aussi expulsés...



Le mouvement continue, organisons son renforcement

Mardi ce sera le début de la 3^{ème} semaine de grève pour beaucoup, il y a les vacances scolaires, et des Assemblées Générales ont voté l'arrêt de la grève totale en voyant que les confédérations syndicales refusaient de s'engager sur un appel à généraliser la grève et repoussaient à une semaine la prochaine journée nationale de manifestations. L'Union syndicale Solidaires n'a pas signé le communiqué des autres organisations, qui ont refusé d'y écrire un soutien des actions décidées unitairement par les salarié-e-s à la base, qui n'ont pas voulu d'une date plus rapprochée afin de ne pas laisser trop longtemps les salarié-e-s mobilisé-e-s au quotidien sans journée de centralisation nationale du mouvement. C'est à partir de la situation réelle que nous devons prendre nos décisions, ensemble. Mais la situation réelle c'est aussi toutes ces grèves qui continuent, celles qui démarrent, les multiples initiatives décidées localement, le fort soutien populaire... Bref, on résiste, on renforce le mouvement, on prépare le 28 et la suite !

L'Union syndicale Solidaires soutient la grève interprofessionnelle en cours, tous les grévistes, les collectifs intersyndicaux mis en place dans plusieurs villes, et dénonce les provocations policières du gouvernement.